



Projet Global WE4R

Renforcer les femmes pour des zones rurales résilientes

Contexte

Les femmes des zones rurales sont parmi les plus grandes dépositaires de connaissances sur la protection, la gestion durable et la restauration des ressources terrestres. Cependant, elles n'ont souvent pas les mêmes droits, leur accès aux ressources est restreint et elles ne sont pas représentées dans les processus de prise de décision. En conséquence, eux, leurs familles et leurs terres sont particulièrement touchés par les crises et les catastrophes climatiques.

La promotion et la participation des femmes à la gestion durable des ressources terrestres recèlent un grand potentiel pour réduire leur vulnérabilité et renforcer leur capacité à mieux faire face aux catastrophes naturelles, aux changements économiques ou aux conflits sociaux. Les ressources terrestres intactes constituent la base de la subsistance et de la résilience. Ils permettent une production agricole durable, constituent une source importante de revenus et contribuent à la sécurité alimentaire.

L'autonomisation des femmes dans l'utilisation économiquement et écologiquement durable des terres contribue non seulement à l'égalité des sexes, mais aussi à la mise en œuvre des principales conventions environnementales des Nations Unies - en particulier la

CNULCD (Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification), CDB (Convention sur la diversité biologique) et CCNUCC (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques). La gestion durable des ressources en terres est un élément crucial pour atteindre les objectifs des trois conventions. Les conventions



reconnaissent l'importance d'une participation égale des hommes et des femmes à leur mise en œuvre.

Approche

Le projet vise à promouvoir l'égalité des sexes et adopte une approche sensible au genre et transformatrice du genre : il renforce les « 3R » - droits, ressources et représentation - des femmes. Dans le contexte de la gestion durable des ressources terrestres, il s'agit notamment de renforcer le régime terrestre, la propriété des terres et les droits d'utilisation des terres, l'égalité d'accès aux moyens de production, aux connaissances, aux technologies et au financement, ainsi qu'une plus grande participation aux processus de prise de décisions et de planification concernant la gestion des ressources terrestres.

Le projet travaille au niveau mondial en coopération avec les secrétariats des Conventions de Rio et aux niveaux national et local en coopération avec les structures étatiques, la société civile et le secteur privé.

Budget et durée :

15,7 millions d'euros (dont 5 millions d'euros de cofinancement de l'UE) | Janvier 2024 – Décembre 2028

Commanditaire :

Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement et cofinancé par l'Union européenne.

Autres parties prenantes :

Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD)



Notre objectif :

Les droits, les ressources et la représentation des femmes dans les zones rurales sont renforcés en ce qui concerne l'utilisation durable des ressources terrestres dans certains pays partenaires.

Objectifs de nos activités (outputs) :

Politiques et données probantes : Des approches spécifiques au genre efficaces et fondées sur des données factuelles sont intégrées dans les processus de dialogue nationaux et mondiaux sur l'utilisation durable des terres. Pour y parvenir, par exemple, les déléguées nationales sont soutenues dans leur participation à la Conférence des Parties de la CNULCD.

Renforcement de Agent de Changement du Genre : Promouvoir les individus et les organisations qui s'engagent à renforcer les droits, les ressources et la représentation des femmes dans la

prise de décision politique. À cette fin, le projet soutient les mesures prises par les acteurs de la société civile et encourage la mise en réseau entre les acteurs au niveau national ainsi qu'entre les pays.

Mesures pays relatives sur genre et l'utilisation durable des ressources terrestres :

Le projet met en œuvre des mesures spécifiques à Madagascar, au Mali et au Kenya dans le but d'intégrer les expériences d'apprentissage dans les processus mondiaux. Par exemple, WE4R soutient les acteurs clés nationaux et locaux par le biais du renforcement des capacités, de la formation au leadership, du développement organisationnel et du lobbying afin qu'ils puissent plaider avec succès en faveur des 3R des femmes.

Pratiques de production durables et résilientes au climat : Au Mali, le projet soutient les mesures de renforcement des capacités des femmes et des micro, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes, dans le but d'améliorer la productivité, de sécuriser les ressources en sols et en eau et d'améliorer leur accès aux marchés, aux services financiers et aux intrants agricoles, qui les aident à mettre en œuvre des pratiques de consommation et de production durables.

Mesures pays

Mali

- En étroite collaboration avec le projet : “Strengthening the National Agricultural Extension and Training System in Mali”
- Objectif : Garantir l'accès des femmes aux droits des terres, promouvoir la représentation, l'utilisation et la réhabilitation agroécologiques des terres, la promotion de l'emploi des femmes en milieu rural
- Le projet intègre également un cofinancement avec l'UE nommé « Grande Muraille Verte au Mali : Gestion des Ressources Naturelles » avec l'objectif d'améliorer la gestion durable des ressources naturelles dans l'Ouest du Mali

Kenya

- En étroite collaboration avec le projet global “Sustainable Agricultural Systems and Policies”
- Objectif : Promouvoir l'accès et la gestion durables des ressources terrestres dégradées dans l'ouest et le nord du Kenya et la participation égale des femmes dans les comités terrestres

Madagascar

- En étroite collaboration avec le projet “Programme d'Appui au Développement Durable et Intégré des Communautés et des Ecosystèmes (PADDI/GIZ)”
- Objectif : Promouvoir la participation des femmes, la génération de revenus grâce aux activités agricoles et forestières, et la sécurisation des droits des terres



Publié par :

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges sociaux : Bonn et Eschborn, Allemagne

Division du développement rural et de l'agriculture (G500)
Friedrich-Ebert-Allee 32+36
53113 Bonn
Allemagne

www.giz.de

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Contact:

Andreas Lange (andreas.lange@giz.de)

Crédits / sources photos :

© GIZ/ Rossy-Hennina | © GIZ/ Michael Duff | © GIZ/ Lisa Feldmann | © GIZ/ Tristan Vostry | © GIZ/ Thomas Imo /photothek.net | © GIZ

Mai 2025